Internet et production de discours en situation de diaspora

Lecture à partir des forums de discussion des Mauritaniens

Internet and Production of Discourses in Situation of Diaspora. Reading from the Discussion Forums of Mauritians

Abderrahmane Ngaidé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17477>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17477

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 septembre 2013

Pagination : 699-733

ISBN : 978-2-7132-2388-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Abderrahmane Ngaidé, « Internet et production de discours en situation de diaspora », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 211 | 2013, mis en ligne le 23 octobre 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17477> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.17477

Internet et production de discours en situation de diaspora

Lecture à partir des forums de discussion des Mauritaniens*

« D'une façon générale, tout récit qui raconte "ce qui-se-passe" (ou ce qui s'est passé) institue du réel, dans la mesure où il se donne pour la représentation d'une réalité (passée). Il tire son autorité de se faire passer pour le témoin de ce qui est, ou de ce qui a été. Il séduit, et il s'impose, au titre des événements dont il se prétend l'interprète [...] »

(de Certeau 2002a : 57).

« I really don't know if the netter-s are paying attention to the quality of daily e-mails that we are being bombarded with. I personally believe that if someone has nothing to say, there is no need for filling other's e-mails with some useless informations such as some of [...] and few others. We don't care who getting married or divorcing in Kentucky, if that was the case we wouldn't stayed back home. We don't about the daily activities of Ould Taya, otherwise we wouldn't have been migrating like birds all over the world waiting for the end of his reign to be able to go back to our country. Really, nothing is personal, I am just looking for the best interest of All of us. This is the only space in which we can express our views Freely, so please don't make a joke out of it. Once again nothing is Personal » (paroles d'internaute)¹.

* Ce texte est une partie d'un travail en cours intitulé « Archéologie d'une diaspora en formation. Les exilés mauritaniens en Europe et aux États-Unis », exécuté dans le cadre d'un Groupe multinational de travail (GMT) du Codesria : « Africa And Its Diasporas ». Mais je signale que la rédaction de ce texte remonte d'avant le coup d'État militaire qui a chassé Ould Taya du pouvoir le 3 août 2005. Le texte a subi de très légères modifications suite à la transition de 2007 qui a conduit à l'élection démocratique d'un président civil avant son renversement et suite aux événements récents qui ont secoué le monde dit « arabe ».

1. <Mauritanie-net@home.ease.soft.com>, message posté le 08/08/01. Je n'ai pas cherché à corriger le texte de l'internaute, même si un collègue m'a signalé des fautes de constructions. J'ai souhaité être le plus fidèle possible dans l'utilisation des textes postés sur les forums. Mon rôle s'arrête au niveau de l'interprétation du contenu.

Depuis la naissance des forums de discussion sur l'Internet en 2000, les Mauritaniens communiquent, échangent, se contredisent, dialoguent de leurs problèmes voire « s'insultent » sans qu'aucun d'entre eux ne puisse atteindre le corps de l'autre dans l'espace public virtuel. La discussion, la prise de parole, en un mot l'écriture et tous les éléments qui participent d'un désir de visibilité et d'affirmation de soi en situation de diaspora prennent racines. Absents du territoire national², les membres de la diaspora mauritanienne utilisent un paravent dont l'influence sur le façonnement de leurs intelligences reste encore indéterminée. Ces « espaces de paroles » servent non seulement de lieux de rencontres virtuelles, mais se révèlent aussi comme une véritable « portion » du territoire national. L'Internet remplace ce manque d'espaces de sociabilité en Mauritanie et participe, me semble-t-il, de l'apprentissage à une forme de civilité encore insaisissable dans son déploiement. Là, sur cet espace se fabrique autre chose. Un discours se façonne, une histoire se déroule et du document se dépose. Tous ces éléments deviennent de véritables carrefours où les internautes, installés de par le monde, convergent. Ils se caractérisent par leur dispersion géographique et s'inscrivent dans des temporalités différentes. L'écriture et la prise de parole entrent dans les mœurs.

Les forums, sites web et blogs de la diaspora invitent à la réflexion sur l'écriture et la réécriture quotidienne de l'histoire, sur la pratique et le façonnement du discours politique des acteurs en « ligne » et sur tous les enjeux qui les sous-tendent. Ces « pâturages des médias » (de Certeau 1998 : 239) sont nés avec l'affluence d'un nombre toujours croissant de réfugiés mauritaniens en Occident et plus particulièrement en Europe (Belgique et France) et aux États-Unis. Ils profitent des libertés qui leurs sont assurées dans ces pays pour mettre en place des structures capables de servir de relais pour rendre visibles leurs revendications.

Dans ce texte, mes propos ne se focaliseront pas sur la valeur ni sur une classification ou une étude typologique des messages, mais sur l'interprétation de leur contenu et des situations qui sont au soubassement de cette production abondante d'écrits³. Mon ambition est de saisir comment

2. Pour mieux saisir nos développements nous rappelons de manière succincte que depuis avril 1983 et surtout en 1987 (pour ne pas dire depuis l'indépendance) la cohabitation entre les communautés pose de sérieux problèmes pour la construction d'un État moderne et démocratique en Mauritanie. En 1989, après les événements qui ont secoué les relations mauritano-sénégalaises, des milliers de citoyens mauritaniens (négro-mauritaniens en majorité des Toucouleurs) ont été « déportés » au Sénégal et au Mali. Depuis lors beaucoup de jeunes Mauritaniens issus de cette communauté ont choisi le chemin de l'exil et se sont installés dans des pays de l'espace Schengen (Belgique, France) et aux États-Unis. Ils forment aujourd'hui une diaspora qui tente par tous les moyens possibles de bâtir une communauté afin d'influer, malgré leur éloignement, sur les changements politiques et sociaux qu'ils souhaitent voir amorcer en Mauritanie.
3. Répondant à une question que me posait le *webmestre* de Flamnet sur ce que je pensais de leur forum de discussion, je défendais ceci : « J'avoue qu'au début,

ces discussions participent d'une forme de relecture et de réécriture de l'histoire, d'un façonnement du discours politique en situation de diaspora, mais aussi comment ces « retrouvailles » permettent aux différents acteurs de dialoguer sur un lieu pensé « neutre ».

Naissance et consolidation d'une société civile exilée⁴

La violation des droits de l'homme en Mauritanie⁵ a conduit, après la libéralisation de la vie politique, à une floraison d'organisations dont les objectifs sont de défendre les individus et surtout de les conscientiser⁶. Le flux continu des demandeurs d'asile mauritaniens a conduit beaucoup d'entre eux à choisir l'Europe (Belgique et France) et les États-Unis (dispersés entre New York, Cincinnati...) ⁷ comme lieux de reconstruction de leur idéal de paix, de justice et de démocratie. Ces nouveaux migrants diffèrent de ceux qui sont arrivés au début des années 1960 par la voie de la migration classique. Si ces derniers s'associaient en fonction de leur origine villageoise, ethnique et/ou statutaire, la nouvelle génération des migrants mauritaniens tout en s'associant en fonction des critères précités innove car ils sont très politisés. Ensuite les raisons qui ont présidé à leur départ du pays sont totalement ou partiellement différentes de celles qui ont motivé leurs devanciers. Dès

quand je lisais les contributions j'avais mal au ventre et je refermais automatiquement mon ordinateur. J'avais comme une peur de "perdre mon temps", mais tout d'un coup le site est devenu pour moi un objet de réflexion et non plus un lieu d'épanchement de la bile des uns et des autres. Je voyais quelque chose se construire, une habitude prendre souche et une tradition s'ancrer : la discussion, l'échange et la prise de parole. Aujourd'hui c'est tant mieux si cet espace virtuel existe et qu'il nous permet, nous Mauritaniens, de communiquer même sous la dictature de l'anonymat » (*interview* accordée en 2004 à Flamnet, voir <<http://flamnet.fr.fm>>).

4. On compte parmi tant d'autres : l'AVOMM (Association d'aides aux veuves et aux orphelins de Mauritanie), l'OCVIDH (Organisation contre les violations des droits de l'homme), l'AHME (Association de Haratine de Mauritanie en Europe) et bien d'autres. Leur histoire est à faire afin de mieux cerner leurs idéaux et leurs actions dans la lutte pour l'émergence et la consolidation de la démocratie et des droits de l'homme en Mauritanie. Mais elles permettent, aussi aux chercheurs, de discuter des discours qu'elles écrivent et l'histoire qu'elles codifient.
5. À partir de 1987 déjà l'opinion nationale et internationale déplore l'exacerbation de ces violations contre une partie de la communauté nationale.
6. Au mois de juin 2005 un officier mauritanien, Ely Ould Dah, a été condamné par contumace par la justice française, mais il a réussi à s'exfiltrer pour rentrer en Mauritanie et échapper à la justice française. Il est accusé, par les organisations des droits de l'homme, d'avoir torturé des soldats négro-mauritaniens entre 1990 et 1991. Aujourd'hui encore une plainte a été déposée contre le président déchu devant la juridiction belge.
7. Le dernier congrès des FLAM (Forces de libération africaines de Mauritanie) à l'origine de la scission, s'est d'ailleurs tenu dans cette ville. En effet, les FLAM ont connu une fracture qui a donné naissance à une aile appelée FLAM/RENOVATION qui prône le retour au pays pour profiter de la « transition » en cours et imposer le message de la lutte à l'intérieur.

lors, il me semble judicieux de saisir que cette nouvelle forme de migration touche la jeunesse dont la caractéristique est son niveau d'instruction bien supérieur à celui des premiers. Les membres de la diaspora mauritanienne profitent des lois de leur pays d'accueil pour mettre en place des organisations qui défendent leurs droits et leur donnent accès à la parole.

Nés à partir d'un noyau d'amis « d'armes », ces organisations n'avaient pour programme que d'accueillir et d'aider les nouveaux arrivants afin de monter leurs dossiers de demande d'asile et les orienter dans leurs démarches administratives. En un mot elles s'activaient dans ce qu'on pourrait appeler un « syndicalisme social »⁸. Plus tard émergent des organisations dont la vocation et la volonté sont de faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas de voix et de s'imposer comme des interlocuteurs incontournables dans le paysage sociopolitique qui leur est ouvert⁹. Ces organisations inventent de nouvelles méthodes d'engagements et développent des pédagogies qui renforcent les liens sociaux. Elles créent des espaces sur lesquels les acteurs de la société peuvent disposer d'informations crédibles ou non, capables de leur permettre de penser pouvoir influencer, d'une manière ou d'une autre, sur l'orientation politique et sociale du gouvernement mauritanien. Elles animent des conférences-débats, organisent des marches de protestation contre l'arrivée du président en France, de l'un de ses ministres ou de toute autre délégation du gouvernement ou du parti au pouvoir¹⁰. Ainsi, elles renforcent le sentiment d'appartenance à la nation et la reconnaissance pour la citoyenneté entière de populations considérées comme marginalisées. Elles forment ce qui est convenu de nommer une société civile exilée¹¹.

Le contexte de l'émergence d'organisations se réclamant de la société civile, en dehors du pays, est identique aux conditions qui ont présidé un peu partout en Afrique à la naissance de ces tribunes devenues, par la force des choses, des instances luttant contre les pratiques d'un État qui musèlent les libertés et anéantit tout contre-pouvoir¹². En Mauritanie, comme partout ailleurs, le régime d'exception a longtemps régné au point d'interdire toute

8. Nous appelons « syndicalisme social » le fait qu'à leur naissance les associations ne s'intéressaient qu'à l'orientation des nouveaux venus pour accéder aux aides et surtout leur prodiguer des conseils pour le montage de leurs dossiers d'asile et les « tactiques » d'insertion sociale.

9. Rencontre avec les acteurs politiques locaux, militants des associations de la société civile voire intégration dans des partis politiques de leurs pays d'accueil.

10. Au début des années 2000 les membres d'une délégation du PRDS ont été roués de coups à Bruxelles pour avoir osé défier les opposants en exil.

11. En 2002, lors d'un colloque organisé par AIRCRIGE (Association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides <<http://aircrigeweb.free.fr>>) à la Sorbonne, j'étais surpris par les différents intervenants mauritaniens (membres du régime et exilés) qui, en se présentant, disaient qu'ils faisaient partie de la société civile. D'ailleurs cette étrange attitude ne manqua pas de provoquer l'hilarité de la salle.

12. Ces dernières années — au temps de Maawiya — par exemple la dissolution des partis d'opposition était devenue une arme pour faire taire les opposants.

possibilité de s'associer. L'exil se révèle donc comme un moment de libération pour beaucoup de Mauritaniens. Bénéficier du statut de réfugié et de tous les droits qui lui sont associés devient source de salut et de réussite sociale et politique. Il permet aux éléments de la diaspora de « dénoncer » les dérives anti-démocratiques du régime qu'ils combattent.

Dès lors, la communication devient un élément fondamental dans leur stratégie et un pilier incontournable dans la vulgarisation de leurs idées. Les différentes organisations tentent d'intervenir là où le parti au pouvoir et les partis d'opposition semblent être absents. Elles opèrent en dehors du pays, appellent à la mobilisation et conseillent à la participation active afin que les « individus » puissent déterminer leur destin et influencer sur les décisions politiques entravant leurs ambitions citoyennes. Leur discours essaye de se mouler aux réalités et aux revendications sociopolitiques et les techniques employées s'apparentent à la propagande avec tout ce que cela comporte comme technologie. Elles tentent de limiter les forces de « nuisance » du régime et de ses affidés. Pour cela, elles se connectent à leurs sœurs restées au pays et négocient, avec les partis et les mouvements d'opposition légaux ou « clandestins » établis à l'extérieur, leur devenir commun. La lecture partielle des trajectoires multiples de cette société civile exilée et de ses actions permet de saisir les contours de cette réalité transnationale en continue construction. Qu'elle soit imaginaire ou réelle, elle permet de retisser les liens, d'alimenter les débats et de sophistiquer non seulement ses moyens de lutte, mais aussi la visibilité de cette dernière.

Les mouvements forcés de populations ont toujours contribué à la naissance de ce type de tribunes où les acteurs expriment leurs nouvelles légitimités et agissent en fonction des marges garanties par la loi. Ces légitimités sont au soubassement des conditions de naissance d'environnements propices à l'éclosion de nouveaux modes d'agir et d'acquisition de codes de comportement qui s'alimentent aux réalités politiques du pays d'origine. Ainsi donc, les organisations exercent sur un espace ouvert et dont la fluidité permet d'opérer, de manière plus convaincante, toutes les stratégies susceptibles de donner sens à leurs multiples engagements. En effet, leurs actions sont relayées, par les forums de discussions initiés par des partis d'opposition ou des organisations défendant une moralisation de la vie publique et une réelle démocratisation des institutions.

Depuis l'apparition de l'Internet, les forums de discussion se sont développés et diversifiés. Au-delà du simple aspect de tribune de discussions, ces forums deviennent de véritables espaces de liberté. L'expression s'y développe, même si parfois l'invective y domine. Le Net apparaît comme producteur d'un nouvel acteur politique et social dont le profil reste encore difficile à déterminer. Il participe de manière très active à l'émergence d'une façon de voir, permet la mise en place d'une « démocratie virtuelle » et offre aux citoyens mauritaniens, dispersés à travers le monde, le moyen de se parler de manière presque simultanée.

Le cyberspace : entre libération de la parole et « énergie rhétorique »¹³

Les sites mauritaniens sont venus combler un vide et participeraient à l'apprentissage à la « civilité »¹⁴, statut indispensable pour rendre compte de l'engagement des uns et des autres pour l'émergence d'une citoyenneté entière. L'Internet se révèle comme un lieu de réification de cette volonté d'unir une communauté éclatée et en même temps de mettre en place un espace « d'harmonisation » du discours politique face au régime mauritanien. Mais ce discours figure aussi les divergences fondatrices de l'histoire heurtée des relations inter et intra-communautaires dans la Mauritanie moderne. Il me semble, sans pour autant tomber dans une fanatisation béate, que l'Internet joue un rôle de rupture dans la mesure où il permet aux différents acteurs de « disserter » entre eux, même s'ils ne s'entendent pas sur les thèmes du débat et « ses termes de référence ». Une tradition prend racine, mais sa traduction sur le terrain réel reste encore problématique. Comme le soutient Arjun Appadurai (2001 : 28) « les moyens électroniques de diffusion de l'information ont bouleversé d'une manière décisive le champ le plus vaste des médias de masse et autres vecteurs traditionnels d'information » et permettent, à mon sens, de diversifier les modes de communiquer. Malgré l'explosion de la presse écrite en Mauritanie depuis « l'ouverture démocratique » intervenue en 1991, les informations restent contrôlées par l'État et la censure¹⁵ en limite la portée¹⁶.

Le monopole qu'exerce l'État sur les médias¹⁷ donne à l'Internet et aux autres moyens de communication une importance que les restrictions inhérentes au type de pouvoir qui gouvernait la Mauritanie ne peuvent limiter. Nous assistons à une production abondante de documents. Leur portée dépasse le champ de la « population » à laquelle elle est naturellement destinée.

13. Locution empruntée à Arjun APPADURAI (2001 : 225). On pourrait désigner ce que je souhaite décrire par le néologisme « cyberécriture ».

14. Il est impossible de l'affirmer de manière péremptoire mais il serait indispensable d'investiguer ce domaine afin de mesurer l'impact des médias modernes sur la reconstruction des imaginaires sociaux et politiques. Les événements en Tunisie et en Égypte militent dans ce sens.

15. L'ordonnance-loi du 25 juillet 1991, en son article 11, limite considérablement la notion de liberté d'expression. En effet, il rend légitime la censure : « Le ministre peut, arrêter, interdire la circulation, la distribution ou la vente de journaux [...] qui portent atteinte aux principes de l'islam ou à la crédibilité de l'État, causent un préjudice à l'intérêt général ou troublent l'ordre public. »

16. Admettons que l'impact de la presse écrite ne soit pas seulement limité par les actions de l'État mais aussi par le coût du journal et surtout à cause de l'analphabétisme.

17. L'actuel président de la République, le général Ould Abdel Aziz, avait promis la libéralisation des ondes pour le mois de mai ou juin 2010. Depuis lors aucune décision n'a été prise afin de traduire cette volonté en actes concrets.

Donc son espace s'élargit et son public se diversifie. Les médias modernes et l'Internet, en particulier, deviennent des armes pour la subversion et surtout des moyens de revendication pour l'instauration et la consolidation de la démocratie. On peut saisir la portée réelle de cette arme « redoutable » si l'on considère que le « Net est né dans un environnement anti-autoritaire » et « anti-institutionnel » (Hassler, Idigova & Brendel 1984) à partir des années 1960 et 1970. En tout cas il semble vérifié que « la symbiose entre les technologies d'information avancées et les valeurs démocratiques ont produit un fort pouvoir »¹⁸. L'Internet « a désenclavé l'espace fermement contrôlé et contenu de l'expression publique en l'ouvrant à de nouveaux énonciateurs » (Cardon 2009 : 2-3). C'est cette dimension importante que les Mauritaniens de la diaspora semblent avoir acquis en entrant de plain-pied dans l'univers du réseau des réseaux.

De par son essence, l'Internet résulte d'une réelle volonté d'encourager les valeurs démocratiques par le biais de la liberté d'expression et d'association qui en découle. Comme le soulignent Juliet Hassler, Kheda Idigova et Verena Brendel « Internet permet à tout citoyen de profiter d'une liberté de parole jamais vue dans les pays autoritaires, la liberté d'expression sur Internet est devenue aujourd'hui une vraie menace pour [les] pays autoritaires »¹⁹. Il participe à la libération de la parole, à la propagation et à l'ancrage de la discussion comme moyen d'expression et d'échanges. Le travail des sites permet de relayer l'absence d'actions concrètes et d'envergure, sur le terrain, de la part des partis politiques légalement reconnus²⁰.

Les mouvements de la société civile²¹ transnationale mauritaniens ont trouvé en l'Internet l'interface nécessaire pour toucher le monde extérieur et le peuple mauritanien ou une partie de celui-ci. L'un de mes interviewés, ancien dirigeant d'une organisation de la société civile exilée, affirme que l'« Internet touche un public beaucoup plus vaste parce qu'un journal, ça peut se limiter à un domaine assez restreint, là c'est un outil à la portée de tout le monde »²². Mais il faut en même temps signaler que l'Internet n'est pas très développé en Mauritanie et qu'il touche un public assez limité.

18. « Les régimes autoritaires et Internet », p. 4 (de la version imprimée en ma possession), <http://julieta84.free.fr/service_reg_auto.htm>.

19. « Les régimes autoritaires et Internet », p. 5 (de la version imprimée en ma possession), <http://julieta84.free.fr/service_reg_auto.htm>.

20. Beaucoup d'entre eux ont des sites Internet sur lesquels ils diffusent leurs communiqués et stockent des images de leurs militants et de leurs dirigeants.

21. Un débat intéressant avait été initié par les internautes autour de la question de renforcement de la société civile en Mauritanie. Mais le régime n'avait pas accepté de légaliser deux organisations dont les actions gênent considérablement sa politique. Il s'agit de SOS-Esclaves et de l'OMDH (Organisation mauritanienne des droits de l'homme). Elles ont été reconnues avant la chute du régime de Ould Taya. Le CMJD avait reçu les présidents de ces organisations, mais dans une déclaration datée du 26 août, les organisations regrettent la brièveté de l'audience et signent leur déception de ne pas avoir pris la parole. Seul le président du Comité militaire pour la justice et la démocratie (CMJD) a fait son « sermon ».

22. Entretien avec Mahamadou Sy, ex-président de l'OCVIDH, Paris, avril 2005.

Mais, nombreux sont ceux qui pensent que l'essentiel aujourd'hui, est de prendre en compte la dimension internationale de la lutte contre le pouvoir mauritanien. Ils restent convaincus que ces outils ont permis une large vulgarisation des informations provenant de la Mauritanie et que le pari de la lutte sur le plan de la communication a été gagné²³.

Pour la majeure partie des acteurs politiques de la diaspora « l'Internet et les techniques de l'information sont indispensables pour mobiliser ». Ils sont « persuadés que ces outils permettent, aujourd'hui, de communiquer sans bouger [...] Ils sont salvateurs. La dispersion est annulée par ces techniques »²⁴. La notion du lieu où on se trouve et d'où l'on parle ou écrit change de sens et importe peu tant que l'information passe et qu'elle est relayée de militant à militant. Comme l'explique Appudurai (2001 : 31), « les moyens de communication contextualisent et structurent de concert nos représentations » de l'espace et du temps. Au-delà, ils participent à la construction des « moi » et « des mondes imaginés » qui l'alimentent. Mais en s'y employant de près, on constate que ces constructions ne relèvent pas seulement d'un simple travail de l'imaginaire. L'un de mes interviewés soutient que l'outil Internet peut conforter ce que les Mauritaniens sont ou pensent être. En un mot il renforce leur identité d'opposants et de Mauritaniens tout court. Il participerait à la reconfiguration des identités personnelles et du même coup aux identités collectives. En effet, ceux qui communiquent pensent ainsi former une véritable communauté ayant un passé, un avenir et un destin communs. Les acteurs qui animent les organisations se sentent investis d'une mission auprès de leurs compatriotes dispersés ; et sont par conséquent sollicités pour traduire dans leurs actes quotidiens, sur l'espace public conquis — ici les pays d'accueil —, le discours que beaucoup tentent d'uniformiser et de codifier. Ainsi, ils sont, très souvent, invités à rendre visite à leurs militants ou à leurs sympathisants installés dans les villes françaises, européennes ou américaines. En effet, après les échanges virtuels, des missions sont organisées pour faciliter les contacts, découvrir les visages et surtout renforcer l'engagement des uns vis-à-vis des actions des autres. Je peux affirmer, à la suite d'Arjun Appadurai (2001 : 28), que les médias électroniques « offrent d'autres

23. Le contrôle des moyens et canaux d'information peut être une arme redoutable. Pour exemple prenons le rôle qu'a joué la presse dans la tentative de renversement du président vénézuélien Hugo Chavez en avril 2002 (lire l'article publié dans *Le Monde Diplomatique* d'août 2002 de Maurice Lemoine « Cinquième colonne à la "une" ». Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela » (<<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/08/LEMOINE/16761>>)) et le rôle des radios FM et du téléphone portable lors de l'élection présidentielle sénégalaise qui a vu Wade arriver au pouvoir en mars 2000.

24. Entretien avec Mamadou Bocar BA ex-président du FOME (Forum de l'opposition mauritanienne en exil), Paris, avril 2005. Il est, depuis lors, reparti en Mauritanie où il a intégré un parti politique, l'Alliance pour la justice et la démocratie/Mouvement pour la rénovation (AJD/MR).

moyens de s'affirmer à des gens de toutes sortes, dans toutes sortes de sociétés » et surtout dans toutes sortes de langues²⁵ et de langages.

En effet, le langage employé est déterminant dans l'audience que peut avoir un intervenant. C'est pourquoi, l'utilisation de termes comme racisme, génocide, ethno-tribal, esclavagisme permet une véritable audience (adhésion) et fait réagir une masse d'intervenants qui s'identifient à ce langage ou y trouvent un véritable bréviaire pour qualifier le régime mauritanien à l'origine de leur dispersion à travers le monde. Tous ces termes sont réutilisés de message en message et traduisent les contours encore flous d'une mémoire commune en perpétuelle reconstruction. Un « discours-modèle » se met progressivement en place et tire sa validité dans les « effets qu'il produit dans l'interprétation » (de Certeau 1998 : 202) de la tragédie dite mauritanienne. Les membres de la diaspora prennent ce code du langage comme une symbolique de leur engagement et celui qui, dans ses écrits, ne « dénonce » pas avec ces termes se soustrait lui-même des « exigences d'une position et [des] contraintes d'une histoire » (*ibid.* : 269). « Exigences d'une position » par rapport à ce qui s'est passé et ce qui se passe, et « contraintes d'une histoire », celle qu'on s'essaie de fabriquer sur le modèle de l'*apartheid*, des génocides arménien et rwandais ou tout simplement de l'holocauste.

Nous verrons plus loin comment les membres de la diaspora essaient dans leurs échanges quotidiens de fabriquer ce « vraisemblable commun » : leur histoire et leur destin dans ce monde (*ibid.* : 22). En tout état de cause, l'Internet et tous les supports sociaux qui l'accompagnent participent de ces « nouvelles formes de commun » (Cardon 2009 : 2).

D'autres moyens sont sollicités comme le téléphone portable qui se révèle être un véritable appont à la circulation rapide de l'information pour la mobilisation²⁶. Il y a quelques années encore, le régime en place parlait de « braillards » en mal d'exil, mais les cyber-opposants ont réussi, par leurs « bavardages », à « gêner », même partiellement, les actions de l'ancien régime au point que ce dernier envoyait, de manière régulière, des missions à l'extérieur pour contrer les discours des opposants dans des pays comme la Belgique, les États-Unis et surtout la France²⁷. La dernière en date fait suite au procès des putschistes de juin 2003 et d'août 2004 et au « tapage » médiatique fait autour du procès. Cette manifestation s'est tenue à la Sorbonne

25. En effet, plusieurs langues alternent : anglais, arabe, français, pulaar et soninke. L'utilisation de ces différentes langues élargit davantage le public auquel les messages sont destinés.

26. Avec le système du millénium : forfaits téléphoniques des opérateurs comme Bouygues ou SFR, de la téléphonie gratuite à certaines heures de la journée, de l'usage des SMS, des cartes téléphoniques prépayées et de plus en plus du téléphone via l'Internet : le Skype.

27. Dans les années 2000 beaucoup de supposés agents de renseignement se glissent dans la masse des exilés et obtiennent le statut de réfugiés tout en continuant leur « travail » pour l'État mauritanien. Mais signalons aussi que beaucoup d'autres sont victimes de cette stigmatisation surtout quand ils n'épousent pas les vues de tel ou tel autre mouvement.

avec la présidence effective d'Edmont Jouve²⁸. La mission du gouvernement, composée de deux conseillers juridiques à la présidence de la République, était venue rehausser l'image d'un régime que les opposants présentaient comme dictatorial, esclavagiste et génocidaire.

En effet, les sites de l'Internet ont joué un rôle capital dans la diffusion des « minutes » du procès. Jamais dans l'histoire de la Mauritanie, un procès n'a reçu pareille audience au-delà des frontières nationales. En effet, durant toute la période de déroulement du procès des putschistes, un avocat²⁹ de la défense faisait des comptes rendus quotidiens *via* l'Internet appuyé par l'ONG SOS-Esclaves³⁰. Les membres de la diaspora mauritanienne, soutenus par des organisations et des personnalités indépendantes dans leurs pays d'accueil, deviennent des acteurs de leur histoire au plein sens du terme. L'Internet participe ainsi à la fabrication de l'opinion et à sa consolidation. Les communiqués les plus divers y sont aussi diffusés pour permettre la mobilisation et l'organisation de manifestations contre le régime déchu d'Ould Taya³¹. Le contrôle à distance de ce qui se passait et se disait sur l'Internet s'avérait difficile, même si le régime tentait de le faire en bloquant quelques sites. Il semble qu'une cellule spéciale était domiciliée à la primature pour contrôler les sites des exilés mauritaniens. En effet, la naissance de sites et forums de discussion ne pouvait pas être du goût des autorités mauritaniennes. Si l'on en croit les échos qui parvenaient de Nouakchott, le régime semblait être très « troublé » par les sites des partis et des mouvements de l'opposition extérieure.

Un jeune journaliste mauritanien établi à Paris soutenait dans un texte publié sur la page Agora de Flamnet que le succès des « espaces d'expression informatique [...] a conduit le pouvoir à bloquer, en décembre 2004, deux sites d'information proches des islamistes : la technique lui avait été transmise par la police tunisienne, très expérimentée en la matière ». L'un de mes interviewés, ancien ministre de l'Information du temps du Comité militaire de salut national, confirme cette assertion en soutenant que « l'Internet est surveillé en Mauritanie. À un moment donné, soutient-il, le gouvernement mauritanien a pris la décision de supprimer Internet [du] paysage audiovisuel national, fermer les cybercafés et de ne plus permettre aux serveurs, qui ne sont que deux et dont un d'ailleurs fonctionne avec une forte participation de l'État mauritanien, de jouer leur rôle »³². Comme bien d'autres

28. Consulter pour cela la lettre adressée à Edmond Jouve par un avocat d'origine mauritanienne, exerçant au barreau de Paris pour protester contre la solennité de la rencontre à la Sorbonne (Rubrique Agora).

29. Maître Ebetty passait pour être intransigeant face aux actes du régime d'Ould Taya.

30. Organisation reconnue il y a seulement quelques années. Cette ONG est très active dans la défense non seulement des victimes de l'esclavage, mais aussi dans la défense des « droits humains ». Elle publie un rapport annuel disponible sur son site <<http://sosesclaves.org>>.

31. Aujourd'hui contre le président Aziz.

32. Entretien à Paris, avril 2005.

régimes autoritaires, celui qui gouvernait la Mauritanie avait tenté de contrôler les fournisseurs d'accès, obligeant les propriétaires de cybercafés à rendre compte à la police politique non seulement en surveillant leurs clients mais aussi les sites qu'ils visitaient. Et le coût « prohibitif » de l'accès à l'Internet participe certainement à la faible extension de son usage même pour de simples échanges privés³³. Bien que tout cela soit difficilement vérifiable, il est fréquent de lire des messages provenant de militants du parti au pouvoir qualifiant les exilés mauritaniens d'opposants virtuels ou d'« excités de Paris », tandis que d'autres sous l'anonymat distillent d'autres types de propagandes en défaveur des opposants installés en Europe. Et malgré le changement de régime intervenu en 2005 un « pseudonyme » réapparaît sur les sites au point qu'un internaute commente :

« Je remarque que malgré l'arrivée du Moustachu au pouvoir, la cellule de propagande (qui utilise le réseau Internet de la Primature depuis plus de 2 ans), reprend son activité ! L'un de ses plus célèbres IP : 62.251.225.1, vient d'être utilisé par un des plus anciens pseudo très connu des traceurs [...]. Cet IP a déjà été utilisé par Ould Nany (Chef de cette cellule), Meimouna Mint Taghi (un des membres les plus actifs : actuellement au chômage "technique"), Le Maire Ould Zein entre autres [...]. J'espère que les services Techniques du Premier Ministre mettrons fin à l'utilisation de l'Internet public à des fins de propagande au profit du régime maffieux et démantèleront cette bande qui n'avait comme occupation que la propagande [...] »³⁴.

Malgré tout cela, on est loin des actes commis par la Chine, la Birmanie, Cuba et la Corée par exemple. Il n'est pas risqué d'affirmer que l'Internet participe au « renforcement de [la] légitimité » des mouvements et organisations basés à l'extérieur. Le contrôle et le monopole gouvernementaux de prise de parole et de visibilité « échouent » donc devant les NTIC. L'Internet est devenu un enjeu et un vecteur des mutations contemporaines dans la communication entre membres de la diaspora. Il permet à ceux qui étaient marginalisés politiquement et socialement d'avoir la chance de devenir des « acteurs » sociopolitiques incontournables³⁵. Il offre en même temps la possibilité de recréer un « lien objectif à distance » (Dufoix 2003 : 82) entre les membres de cette diaspora en formation et leurs concitoyens restés au pays. Les forums de discussion renforcent leurs liens multiples, et leur permettent de tisser des « réseaux sociaux déterritorialisés » (Wojcik 2003 : 108) tout en leur offrant la possibilité de construire une mémoire commune, même si cette dernière reste dans le domaine purement imaginaire. La cybercampagne électorale de novembre 2003 l'illustre de manière significative.

33. Je peinais à maintenir des échanges réguliers avec des collègues vivant en Mauritanie. Je n'avais, par exemple, qu'un seul correspondant (pas très régulier du reste) qui m'avoua dans un message que l'Internet était surveillé et que son coût élevé empêchait sa rapide expansion.

34. Message posté le 16/09/2005.

35. En effet, lors des journées dites de réconciliation nationale, plusieurs hommes politiques et dirigeants d'associations de la « société civile exilée » sont venus, par la grâce du gouvernement, assister au débat ouvert.

Le forum Flamnet et Mauritanie-Net (pour ne citer que ces deux là) démontrent, de par leur dynamisme et la vitalité des « inventions » dans le sens de la production non seulement du discours historique, politique et social, mais aussi des stratégies individuelles et collectives qui s'y façonnent³⁶. Les demandeurs d'asiles se « prêtent » volontiers à la participation dans les forums. Et dès qu'ils sont déboutés, ils éditent leurs textes et les reversent comme complément de dossier pour la Commission des recours. L'Internet devient ainsi un lieu de validation de l'action politique contre le régime. Des avocats français chargés de défendre leurs clients n'hésitent pas à puiser des informations sur les sites mauritaniens. Ce dernier constat constitue l'un des éléments qui permet de saisir comment les « moi(s) » tentent de se construire *via* le Net. Il me semble être le lieu probable de toute l'illusion qui entoure la lutte collective pour l'avènement d'une Mauritanie démocratique. Chaque écrit apparaît ici comme un fragment autobiographique de son auteur à un moment donné de son itinéraire, de son rapport au politique, de son affiliation ou non à un mouvement. Mais, il révèle aussi ses différentes stratégies, ses motivations réelles ou simulées de sa « sortie » pour ne pas dire ses tactiques dans le sens certain du concept. En définitive, en situation de diaspora les forums de discussions se révèlent comme des lieux de « légitimation » par écrit. Comme l'affirme l'un de mes interviewés : « Certains internautes ont bien compris cette donnée [au point] de multiplier les écrits à des phases importantes, voire décisives de leur parcours d'exilés en particulier durant la période où leur dossier de demande d'asile est à l'étude à l'OPFRA »³⁷ ou qui est encore à la commission des recours. Une analyse plus pointue montre une réelle volonté d'affirmation de soi dans certaines interventions, en particulier celles publiées dans la rubrique « Agora »³⁸ du site des FLAM.

Les forums de discussions deviennent de véritables galeries et des sources d'informations irremplaçables car la censure s'y trouve quelque peu défaite³⁹. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire la naissance d'autres sites aussi inventifs que les premiers qui distillent des informations dites sensibles voire des éditoriaux, des articles et des *interviews* censurés au pays⁴⁰. Tous les sites et forums ont leurs particularités et leurs spécificités permettant de saisir la diversité des opinions mauritaniennes et l'inventivité

36. En plus de mes constats personnels, cette information est étayée par plusieurs de mes interviewés à Paris en avril 2005.

37. J'ai préféré garder l'anonymat de mon informateur. L'OPFRA, c'est l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

38. Cette rubrique ne publie, généralement, que des textes émanant des militants ou sympathisants de l'organisation.

39. Mais il arrive que les *webmestres* bloquent un texte ou en éliminent quelques passages qu'ils trouvent soit insultants soit en contradiction avec leur ligne politique.

40. Exemple du site de l'ancienne organisation clandestine Conscience et Résistance « Organisation clandestine, social-démocrate, écologiste, séculière et réformiste », <<http://www.conscienceetresistance.org>>.

des acteurs qui les animent. Le site de OCVIDH⁴¹ est le premier, par exemple, à créer une galerie photos des militaires disparus dans ce qui est désigné par le vocable de « camps d'extermination » (holocauste !). Les sites ne sont donc pas seulement des lieux de fabrication d'un discours politique, mais aussi des espaces de souvenirs au moment où l'État tente de gommer cette séquence de l'histoire de la Mauritanie. Ceci démontre non seulement l'usage ou l'abus de l'outil Internet, mais aussi la volonté de ceux qui en assurent la gestion de conscientiser leurs concitoyens. Ce nouveau support ne doit pas seulement être analysé comme un simple moyen de diffusion mais envisagé comme un espace public virtuel, fréquenté par une variété d'individus difficilement contrôlables par ceux qui sont au pouvoir⁴². Les textes les plus virulents contre le pouvoir et des « enquêtes » pointues semblent circuler sous les manteaux, en Mauritanie, et font l'objet d'un trafic témoignant de l'attention portée à ces forums et des idées qui y sont défendues.

Issus d'une société où l'oralité prédomine, les acteurs s'exercent de plus en plus à l'écrit⁴³. Au-delà de ce constat, ceci détermine selon moi une véritable évolution dans le mode de communication et de construction des solidarités. Il ne peut en être autrement car la dispersion des auteurs les oblige à recourir à l'Internet pour se faire entendre, et y laisser leurs marques et leurs empreintes. Ces « écrits » deviennent donc ce que Michel de Certeau (2002a : 240) appelle, qualifiant autre chose, les « sandales de ce passant », ses empreintes en quelque sorte.

En effet, les internautes mauritaniens de la diaspora ressemblent à des passants sur la toile et agissent non seulement en jetant un regard aux autres, mais en les interpellant sur ce qu'ils pensent de la sortie de tel ou tel autre acteur social ou politique. Ces écrits deviennent de véritables vestiges, des indices témoins d'une époque et d'une discussion en cours. Il est fréquent que ces mêmes membres s'appellent au téléphone pour commenter les écrits d'untel, pour échanger sur ce qui se passe sur le Net. On entend, très souvent, les acteurs dire : « Je l'ai lu sur le Net. » Il devient un lieu pour se faire une opinion⁴⁴ sur une personne avec laquelle ils partagent ou pas les analyses sur la situation de la Mauritanie, son histoire et la politique qui s'y déroule. Mais participe-t-il réellement à une transformation des mentalités et

41. Organisation contre les violations des droits de l'homme (voir annexe).

42. Il est, certes, difficile de vérifier la réalité des choses sur le terrain, mais il paraît qu'une cellule spéciale existait au niveau de la Direction de la sûreté nationale, dotée d'ordinateurs, et qui surveillait au quotidien les messages postés dans cet espace.

43. Il suffit de voir le nombre de livres témoignages publiés ces dernières années par des « rescapés » des « camps de la mort » ou des « laboratoires de torture » pour apprécier ce goût actuel pour l'écriture, cette volonté de laisser des traces et surtout d'être le témoin d'une époque.

44. Il est symptomatique de constater comment ces « fabrications » d'opinion peuvent être exagérées et très souvent mal fondées, si elles n'empruntent pas le chemin simple de la calomnie et des subjectivités qui l'alimentent.

au renforcement des pratiques démocratiques au sein de la diaspora elle-même ?

Il est permis d'en douter sans pour autant ôter à l'Internet le rôle primordial qu'il joue dans la consolidation de la prise de la parole par beaucoup de Mauritaniens qui n'y avaient pas accès de manière aussi démocratique. Il leur donne corps et surtout donne un relief incontestable à leurs discours et à leurs volontés d'agir ou de donner des conseils pour mener une action d'envergure contre le régime.

Une mine inépuisable de documents ou le « cyberarchivage »

Sites et forums de discussion offrent une double image. Ils se déclinent d'abord comme un support pour la naissance d'« une unité et [d']une communicabilité symboliques » entre les Mauritaniens de l'intérieur ou ceux de l'extérieur, ensuite ils constituent un espace où se fabrique du document. Ces documents envoyés par les internautes abordent plusieurs thèmes, mais ils discutent, dans leur majorité, des problèmes auxquels le pays est confronté. Leur variété enrichit non seulement le débat mais démontre aussi les soucis de leurs auteurs de participer à l'élaboration et à l'approfondissement des polémiques nouées autour de ce que beaucoup appellent la tragédie mauritanienne. Mais leurs auteurs ont-ils la pleine conscience que ce qu'ils sont en train de produire définit le sens du document qui sera archivé ? Il me semble important, ici, de souligner leur stockage et la multiplicité de ses détenteurs. Car les deux supports permettent « aux petites gens » de devenir des « archivistes passifs ». En temps normal, elles n'auraient pas pu accéder à ce « statut ». Ce dépôt d'archives permet aux chercheurs de ne pas perdre la trace des débats quotidiens entre Mauritaniens de toutes catégories et de tous bords politiques. Leur caractère de document reste incontestable. La régularité et l'importance (en termes statistiques)⁴⁵ des messages dépendent largement des événements qui secouent le pays.

La chute d'Ould Taya a, par exemple, augmenté le nombre de messages postés sur le forum de discussion de Flamnet⁴⁶. Mais là on se retrouve devant un réel problème : celui de la profusion des documents. Le travail sur une telle mine de documents reste difficile pour le chercheur. Mais pourtant là se trouverait aussi, me semble-t-il, son vrai rôle ; celui qui consiste à extirper de cette masse de documents ceux qui sont susceptibles de lui apporter la matière nécessaire pour la construction d'un texte intelligible.

45. Étude qui serait intéressante à entreprendre en fonction des thèmes et des événements en Mauritanie.

46. Noter que la plupart de mes supports pour cette analyse partielle sont tirés de ce forum. Il m'était difficile de faire autrement d'autant plus qu'il n'est pas rare que les autres forums reprennent les mêmes messages. Ceci me permet aussi de limiter mes ambitions afin d'être le plus fidèle possible par rapport à mes objectifs.

HISTORIQUE DES MESSAGES DU FORUM FLAMNET

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
2012	175	127	142	210	179	101	112	102	92	123	32	31
2011	372	279	256	186	220	198	159	252	253	206	227	150
2010	399	428	544	461	433	443	393	374	309	540	484	455
2009	562	459	609	807	724	835	951	502	308	382	703	489
2008	383	327	361	433	567	420	415	818	679	691	664	527
2007	509	476	944	423	364	398	468	431	415	425	385	310
2006	436	454	542	407	444	427	342	379	453	418	416	473
2005	400	377	476	523	362	404	217	955	723	561	468	395
2004	300	232	245	263	242	194	209	253	220	416	457	333
2003	212	212	319	225	376	512	405	294	271	396	551	367
2002	205	161	206	247	181	127	213	120	131	174	264	326
2001	168	227	201	309	308	201	167	203	251	263	319	178
2000						19	73	34	150	137	154	164

Source : <<http://fr.groups.yahoo.com/group/flamnet/>> (01/01/2013, 13h13).

De toutes les manières, les membres de la diaspora mauritanienne s'expriment en liberté, proposent des lectures de leurs trajectoires et donnent leurs avis (divers) sur la situation du pays et les moyens pour lutter contre le régime en place⁴⁷. Ils permettent de lire les contours d'une communauté nationale qui tente de se former à l'extérieur. Les coulisses de l'Internet sont envahies de documents qui peuvent, certainement, souffrir du non-dit qu'implique « la clôture du discours » (de Certeau : 2002b : 70). À mon sens, la clôture doit être comprise, ici, comme un indéterminé qui n'est lisible que par le chercheur lui-même ; d'où l'importance de son interprétation du contenu du document et l'élaboration du pensable se manifestant à travers ce dernier. Dès lors, on se pose la question de savoir qui institue, dans ce cas, leur statut et leur valeur ? Qui en détermine l'importance et qui peut juger son degré de véracité⁴⁸ et d'intelligibilité ? Le statut du matériau dépend-il de celui qui l'utilise et qui y trouve sa matière pour construire son discours scientifique ?

47. Toutes choses qu'ils n'auraient pu faire sur place en Mauritanie.

48. Surtout quand il s'agit de documents dits « inédits » comme les mouvements d'argent effectués par le président déchu ou les accusations graves concernant des personnalités de l'opposition, de la diaspora ou des membres du gouvernement.

L'historien est pris dans l'engrenage de la profusion de documents et de leur traitement. Ces documents relancent le débat sur la pertinence de travailler sur « l'histoire du temps présent ».

La naissance des forums de discussions a multiplié et diversifié le contenu de leurs écrits. Il ne peut exister de privilégiés, mais seulement des individus participant, de manière quotidienne, à la création de l'événement pour ne pas dire à la production des documents, témoins d'une époque et d'un temps qui continue de se dérouler. Ils ont élargi le champ et l'habitude d'écrire. En tout état de cause, ils permettent une diffusion plus rapide et plus large des informations et renforcent ainsi la mobilisation des membres de la diaspora. Les sites et forums ont élargi les champs d'intervention et ancré une habitude. Les sites sont relayés par l'usage d'autres moyens de communication qui rapprochent les individus⁴⁹. Ils tissent non seulement des relations sociales, mais aussi politiques. Ainsi donc, nous assistons à la naissance d'une nouvelle dynamique qui tire toute son importance dans la participation au monde et à la maîtrise de ses moyens de communication voire à leur détournement pour d'autres fins. Elle garantit l'inachèvement de l'écriture de l'histoire et la prolongation du débat politique hors de ses canons traditionnels.

Écrire et/ou réécrire l'histoire ?

Dans cette partie du texte je souhaite interpréter, de manière partielle, un volet du débat qui se poursuit depuis la naissance des forums de discussion⁵⁰. Mon intention est de saisir cette interminable discussion autour des questions que posent l'écriture, la relecture, la production et finalement l'enseignement de l'histoire en Mauritanie⁵¹. Mon objectif est de démontrer, à travers l'exégèse de quelques messages des internautes, comment l'histoire est au cœur d'une véritable polémique en Mauritanie⁵².

49. Les téléconférences, le fax...

50. L'ambition se limite ici à l'interprétation et à l'exégèse de quelques messages triés dans une mine de milliers d'autres qui alimentent les forums de discussion de Flamnet et de Mauritanie-net. Ces deux supports sont devenus, depuis leur naissance, des références et des lieux de production de discours dans le large répertoire des sujets de discussions qui les alimentent, de manière quotidienne.

51. Aujourd'hui les cours au département d'histoire de la Faculté des lettres et sciences humaines sont dispensés en arabe. Il n'existe plus de filière française. De toute évidence, en Mauritanie, l'enseignement de l'histoire pose de sérieux problèmes. Je me rappelle qu'en première année, à l'Université de Nouakchott, mes compatriotes arabes « désertaient » les cours sur l'histoire des royaumes ouest-africains car ils étaient offusqués à la prononciation des noms « païens » des rois du Waalo par exemple.

52. Dans une intervention orale lors du séminaire du PER/ESCLAVAGES (le 05/05/2010 au département d'histoire) « Actualité de l'esclavage à travers l'Internet. Analyse partielle d'un discours "connoté" », j'ai abordé quelques éléments sur lesquels je reviens dans ce texte.

L'histoire mauritanienne est ponctuée de dates, d'événements de personnages, mais les tentatives de l'institutionnaliser se heurtent aux luttes de préséance qui président à la construction de la nation mauritanienne⁵³ et de son identité. Chaque internaute tente de produire, en fonction de sa sensibilité, des énoncés qu'il pense intelligibles ou non pour l'institutionnalisation de l'histoire de sa communauté. Toute la fabrique de cette histoire tourne autour de la genèse du peuplement mauritanien, la revendication de l'antériorité d'une entité par rapport à une autre ou de la parenté réelle ou supposée d'une communauté par rapport à une autre. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire ce long débat intervenu au mois de juin 2005 sur l'origine des Toucouleurs (Peuls ou Haalpuaaren), sur la primauté de la langue arabe sur les langues nationales parlées en Mauritanie. Un internaute écrit : « Les langues vernaculaires [pulaar, soninke et wolof] sont en concurrence surtout dans le domaine écrit avec les deux langues de prestige que sont l'arabe classique et le français. » Son contradicteur écrit avec ironie : « C'est entre divagations intellectuelles des uns et malhonnêteté intellectuelle des autres que nous retrouvons nos amis de la cyberélite beydane. »

Au début du mois de mars 2010, à l'occasion de la célébration de la fête internationale de la langue arabe, le premier ministre a déclaré qu'il fallait arriver à l'arabisation complète de l'administration et que l'évolution de la langue arabe est retardée par les langues qu'il appelle « locales » donc le pulaar, le soninke et le wolof reconnues pourtant comme langues nationales. Depuis cette date, le forum Flamnet est régulièrement alimenté par des messages sur l'identité mauritanienne. Et le débat se poursuit en fonction des événements internes à la Mauritanie. En effet les débats récents autour de l'enrôlement de la population et de la contestation de l'identité mauritanienne de quelques membres de la communauté négro-mauritanienne sont à l'origine de quelques sorties « inédites » sur l'identité du président actuel. Pour exemple prenons cet extrait qui renseigne sur l'ampleur et la teneur des débats :

« Les Bîdhân sont dans leur droit le plus absolu de revendiquer ce qu'ils appellent leur "arabité" (J'avoue que je ne sais pas ce que cela signifie du point de vue anthropologique). Moi aussi je revendique mon Pullaagu et mon africanité, comme notre aîné Mammadu FAASA revendique son identité wolof et son africanité, Baba

53. Dans mon texte, « La modernité mauritanienne. Enjeux difficiles d'une quête de citoyenneté », A. NGAIDÉ (2004) revient sur quelques aspects de l'histoire contemporaine de la Mauritanie tout en insistant sur la volonté de relecture de l'histoire des Haratins et de la discussion interminable autour de leur identité, de leur affiliation oui ou non aux Arabes ou aux Négro-Mauritaniens. Au mois de mai 2005, un échange fort intéressant autour de cette question a occupé les esprits. Mais on y retrouve toutes les dérives possibles. Une association des Haratin (AHME) a créé son site dans lequel elle dénonce « L'esclavage arabo-berbère en Mauritanie » (<<http://www.haratine.com>>). Elle édite aussi un journal *Le cri du Hartani*. Elle est dirigée par un ancien diplomate issu de la communauté haratine exilé politiquement en France depuis une dizaine d'années.

Assa MAREGA son identité *sooninke* et son africanité, Saydu KONE son identité bamana et son africanité. C'est l'Humanité. Mais si les Bîdhân tiennent à faire comprendre par leurs propos racistes anti-Noirs et anti-Africains que le fait d'être assimilés à des Africains c'est leur dévaloriser de leur "arabité" [...]. Refuser d'être un Africain et diriger un morceau de la Terre d'Afrique, c'est inadmissible et intolérable [...] »⁵⁴.

Et pourtant celui qui écrit ces lignes est un historien avéré, mais opposant notoire non seulement aux régimes qui se sont succédé en Mauritanie mais aussi militant de la « cause noire ». Cette sortie a provoqué des réactions sur la toile, réactions condamnant cette vision « violente » de l'histoire venant d'un homme averti et donc risquant de renforcer la haine. En effet, un contradicteur écrit :

« Dans notre combat, dans notre quête de vérité, de justice, d'égalité, il importe de ne pas se livrer à des amalgames par passion aveugle et incongrue. La vérité peut être énoncée sans violence, sans haine, sans mépris de l'Autre. Un intellectuel responsable et pédagogue, un homme politique qui a un sens tactique et stratégique aigu ne l'énonce pas pour rabaisser, blesser, humilier, mais pour changer positivement les choses, pour convaincre, pour susciter une adhésion massive à une analyse, à une conviction. Tout autre positionnement est contreproductif. Objectivement il produit le contraire de ce qui était escompté. Il est vrai que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Les inconditionnels seront toujours là, prompts à applaudir. Ce qui se comprend. Mais les masses, c'est-à-dire la majorité, les alliés potentiels, les déçus de tous les autres bords politiques, les indécis, etc., ceux qui pourraient se rallier à nous, épouser notre cause, nous manifester leur sympathie, ceux là sans qui, et quoi que l'on puisse faire, aucune conquête ne se fera, ceux-là seront au mieux dubitatifs, au pire rebutés par certains discours et comportements⁵⁵ ».

C'est au milieu de ces clivages que l'histoire s'institue et que s'effectue sa lecture, son déchiffrement et les difficultés qui empêchent son homogénéisation ; en un mot l'éclosion d'une « histoire nationale » partagée. Les forums sont de véritables vitrines, des miroirs au fond desquels viennent se déposer les images d'une nation en construction et les fractures profondes qui la jalonnent. Elle rend compte de sa diversité culturelle, ethnique et sociale qui semble être en contradiction avec cette première volonté exprimée par le père de la nation : un pays trait d'union. Depuis lors les Mauritaniens continuent de se chercher jusqu'à la naissance des forums après l'exil d'une partie d'eux-mêmes. L'écriture quotidienne de cette histoire dessine donc une géographie de la diaspora mauritanienne (sa dissémination à travers le monde), sa variété ethnique et surtout les intentions réelles ou dissimulées qui sous-tendent les « sorties » de ses auteurs. Elle rend compte de l'écèlement de cette société, de la pluralité de son discours, de la grammaire et de l'orthographe particulières qui l'instituent, de ses références bibliographiques et des thèmes qu'elle aborde. Mais aussi de la naissance d'une élite

54. Message posté sur Flamnet le 22/07/2010.

55. Message posté sur Flamnet le 26/07/2010.

moderne, modernisante et qui s'approprie un élément important des nouvelles technologies de l'information (Guèye 2003 ; Tall 2003) pour discuter de son présent et de son devenir historique de l'extérieur. Aujourd'hui, le 28 novembre est la fête nationale de l'indépendance de la Mauritanie, diversement célébrée par les membres de la diaspora. En effet, cette journée est décrétée comme un moment de deuil national dans la mesure où en 1990, 28 militaires négro-mauritaniens seront « immolés » dans « l'Enfer d'Inal » pour fêter le trentième anniversaire de l'accession du pays à la souveraineté nationale.

Version « onirique » d'une histoire de lutte ?

Le langage « ordinaire » utilisé par les internautes mauritaniens a tendance à banaliser l'histoire et le discours politique qui l'alimentent. Il se manifeste, très souvent, par un alignement des faits, des dates, des personnages et des lieux qui semblent les instituer. Cette attitude semble démontrer à quel point les événements sont peu objectivés. L'accumulation de faits dits historiques devient la seule source pour persuader les autres du bien fondé de leurs revendications. Si comme le suggère Michel de Certeau (2002b : 10) « l'écriture de l'histoire est l'étude de l'écriture comme pratique historique », soutenons que l'espace du Net constitue un support pour la diaspora pour écrire et/ou réécrire et un prétexte pour pratiquer l'histoire au quotidien. Il en constitue la page blanche, le lieu de son archivage et la bibliothèque qui la valide. Le texte posté devient un document accessible à tous ceux qui ont la possibilité de *surfer* sur l'Internet. Même si cette pratique relève du « virtuel », admettons que les acteurs se voient ou se croient investis d'une mission à laquelle ils doivent se consacrer. Les sites agissent comme des lieux où l'on fabrique un discours historico-politique « conventionnel » dont les tenants puisent, quelque fois profondément dans le versant sentimental et onirique de leurs communautés respectives. Si la justification de cette attitude tire une partie de sa légitimité de l'histoire heurtée des rapports intercommunautaires, il n'en reste pas moins que la légitimité de ces « récits » pose de réels problèmes. Dès lors, tenter de dire les choses avec un autre langage, une autre forme et avec une *épistémé* différente de l'ambiance communautaire⁵⁶ ressemble ou prend la forme d'un viol de la conscience historique individuelle et collective. Cette vision étriquée des choses est sous-tendue par la négation momentanée du discours scientifique et l'occultation de sa validité intrinsèque à s'ériger comme outil de compréhension des sociétés humaines. Dès que le discours tente de se démarquer, il est suspecté et son auteur fait l'objet d'anathèmes. On ne tolère pas un intervenant qui tente d'« exercer sur le texte la violence » requise et qui prétend permettre à tous de « saisir au-delà des mots ce que ces mots veulent dire » comme l'a si

56. Il s'agit ici de toutes les communautés mauritaniennes.

bien exprimé Kant cité par Bourdieu (2004 : 187). L'exercice consiste donc à créer le sensationnel et à se croire porteur d'une certaine histoire et acteur d'un passé immuable, d'un présent constant et d'un avenir non négociable. Cette attitude tire sa validité dans la volonté des différents acteurs politiques et sociaux de continuer à puiser dans ce « dépôt » pensé comme le résultat « d'un travail collectif » et qui doit être non seulement perpétué mais considéré comme une leçon d'histoire immuable, prenant l'allure d'un « discours naïf d'une vérité réduite » à outrance (Foucault 1998 : 332).

Les esprits des uns et des autres sont préoccupés par ce désir renouvelé de lutter contre toute forme de négation que ce soit de la part des Négro-Mauritaniens ou des Arabo-Berbères et des Haratins. Chaque communauté crée ses structures et essaie de revaloriser son image en fonction de ses objectifs politiques et sociaux. Les trois communautés nationales se différencient nettement car ayant chacune ses propres revendications. Au moment où la majorité des Négro-Mauritaniens insistent sur le « racisme d'État », le « génocide », les Haratins se focalisent sur l'éradication de l'esclavage et la revalorisation de leur personnalité humaine et les Arabo-Berbères (ou Bidhan) nient l'existence du racisme et parlent de séquelles de l'esclavage en dénonçant la concentration du pouvoir et l'accaparement de l'économie nationale par la tribu de l'ancien président Maawiya tout en revendiquant l'arabité incontestable de la Mauritanie. Mais notons que les militants de la diaspora issus des trois communautés peuvent avoir les mêmes appréciations sur ces questions touchant la Mauritanie, mais proposent des solutions différentes en fonction de leurs alliances⁵⁷ et des objectifs qu'ils se sont assignés.

Les thèmes qu'elle aborde traduisent, au-delà du choix des dates et des événements, la tension interne caractérisant les enjeux politiques et sociaux actuels en Mauritanie mais aussi dans la diaspora. Elle n'est pas seulement une histoire vécue et partagée, mais tirillée, ressentie, rejetée et/ou magnifiée. Elle figure, dans sa réalisation, un véritable lieu de déchirures et de ruptures (Ngaidé 2007). Elle est contemporaine et se conjugue au présent en tentant d'instituer un passé, « en friches », et un avenir, encore lointain, à construire sur la base d'une reconnaissance mutuelle à défaut d'une réelle homogénéisation de la nation mauritanienne. Chaque « auteur » choisit « ses » mots (maux !) et tisse sa toile historique. Le fond peut être identique, mais l'approche, l'événement à démontrer (à valider !) survalorisé par l'auteur ou dévalorisé par son contradicteur. L'événement décrit porte la marque indélébile de l'auteur et permet ainsi de lire cette « hétérologie » (de Certeau 2002b : 16) qui apparaît en filigrane. Il nous semble que l'une des portées fondamentales de cette forme d'écriture de l'histoire et de l'énoncé politique

57. L'exemple le plus patent, aujourd'hui, est cette tentative d'uniformisation des discours autour de l'esclavage et de l'oppression des Négro-Africains. Ces deux thèmes constituent une véritable ressource pour la propagande politique, pour le positionnement sur l'échiquier international, mais aussi pour servir des positionnements individuels.

qui la sous-tend est de « disqualifier » le discours tentant d'instituer une forme unique de vérité. Ainsi cette histoire qu'on souhaite construire peut prendre l'allure d'une action volontariste. Chaque discours se distingue de l'autre et chaque auteur opère un tri éliminant progressivement ce qui doit être nié (dissimulé et/ou oublié), en mettant à sa place le discours supposé réel, la « vérité » que tous doivent, obligatoirement, partager et adopter au risque d'être taxés de nihilistes, de négationnistes ou de traîtres à la cause⁵⁸. Elle devient ainsi une histoire officielle celle qui doit être vulgarisée et surtout figurer à l'avenir dans les manuels scolaires. Ainsi, nous assistons à sa réécriture partielle ou complète voire à un nouveau « processus d'historisation » d'une partie de la geste mauritanienne. Les internautes tentent par ce biais d'amplifier son rôle de mobilisateur. L'extrait qui suit permet de percevoir comment la réécriture de l'histoire permet de soupçonner cette façon de « sensibiliser » l'opinion à travers l'Internet :

« Contrairement à ce que croient ces imbéciles (dans le sens latin du terme : *imbecillus* = faible : stupide, sot) chauvins et racistes et leurs semblables, un Africain est un être humain, une femme ou un homme, quelle que soit la couleur de sa peau, qui est fier d'appartenir à NOTRE CONTINENT, l'AFRIQUE : un continent de la diversité. [...] Les ressortissants des pays de ce continent sont tous des Africains. [...] Attention, c'est par cette manière de penser visant l'exclusion, le rejet de l'autre qu'on véhicule des idées qui deviennent ensuite des idéologies qui conditionnent des comportements irrationnels. Ce n'est pas pour rien que les Arabes furent des alliés du nazisme. [...] Le *Système Bidhân* continue d'appliquer les théories qu'ils partageaient déjà avec les Allemands Nazis [...] »⁵⁹.

Le discours de ce militant « sera magistériel sans être celui du maître, tout comme il donnera des leçons de gouvernement sans en connaître les responsabilités ni les risques. Il pense le pouvoir qu'il n'a pas. Son analyse se déploie donc "à côté" du présent, dans une mise en scène du passé qui est analogue à celle, décalée aussi par rapport au présent, que le prospectiviste produit en termes de futur » (de Certeau 2002b : 22). Ces militants focalisent leur lutte autour de l'histoire et fondent sur elle, une part de la légitimité de leur combat. Ainsi donc, les militants devenus historiens se perdent dans « les mélanges de l'illusion et du vrai » (*ibid.* : 27). L'écriture et la prise de parole deviennent les seuls arguments de « vérité » et installent leurs auteurs dans une forme d'autosatisfaction qu'inspire cette idée de participation et d'appartenance, d'accès et d'appropriation de ce support de communication moderne. Les événements et les mots qui les tissent semblent perdre leur « pouvoir structurant ». Ils prennent l'aspect d'un slogan « capable de porter au niveau des principes explicites, générateurs de réponses (quasi)

58. Des listes de traîtres supposés sont dressées et envoyées sur les sites. Cette stratégie n'est pas seulement le propre de la communauté négro-mauritanienne, mais elle est aussi utilisée par les membres des deux autres communautés.

59. Message posté sur Flamnet le 22/07/2010.

systematiques, les principes pratiques de l'éthos et d'exprimer tout ce que peut avoir d'inouï, d'ineffable la situation créée par la crise » passée et à venir, pour reprendre les termes de Bourdieu (2004 : 151) s'exprimant sur une autre situation.

En effet, la situation de crise — que j'appelle ici fracture — est génératrice d'une histoire particulière et « fondatrice » semble-t-il d'une pseudo-légitimité qui permet aux différents protagonistes de paraître conformes au discours ambiant. Car le manque de conformisme et la volonté hérétique ou heuristique dans la critique de l'histoire et de son appréciation sont interprétés comme une véritable trahison. Cette volonté de « remettre » les autres dans « l'ordre d'un discours » communautariste, de les soupçonner, voire de les bannir de manière symbolique et virtuelle, est au cœur de cette volonté de créer une véritable communauté. Il faut, dès lors, changer notre vision de l'histoire afin de déconstruire l'ordre pensé préétabli.

Les témoins de l'histoire deviennent tous des historiens, des philosophes, des politologues et des analystes. Comme le souligne Michel Foucault (1998 : 231), « L'histoire, [on le sait], c'est bien la plage la plus érudite, la plus avertie, la plus éveillée, la plus encombrée peut-être de notre mémoire ; mais c'est également le fond d'où tous les êtres viennent à leur existence et à leur scintillement précaire. Mode d'être de tout ce qui nous est donné dans l'expérience, l'Histoire est ainsi devenue l'incontournable de notre pensée ». Les Mauritaniens ne pouvaient échapper à cet « incontournable de [leur] pensée » pour tenter de réorienter la trajectoire de cette histoire. Par exemple la revalorisation de l'histoire des Peuls, pour ne pas dire des Toucouleurs, est centrale dans toutes les interventions. Le débat sur l'antériorité ou non des Noirs en Mauritanie prend souvent une tournure intéressante à analyser. Cet extrait renseigne sur cette volonté de « rectification » de l'histoire du peuplement de la Mauritanie. En effet, l'internaute argumente :

« En décembre 639, les premiers Arabo-musulmans envahissent l'Égypte dont des milliers et des milliers d'autochtones noirs et blancs, de religions africaines, des juifs comme des chrétiens y furent massacrés. Ceux qui ont envahi les territoires du Nord-ouest du continent [...] sont vos ancêtres directs, si vous considérez qu'ils sont vos ancêtres : Les *Banu Hassan* issus d'un ensemble de tribus — les *Banu Maqil* — [...] qualifiées de redoutables tribus pillardes par leurs contemporains, les *Banu Maqil* écumèrent la région dont celle de la Mecque et dépouillaient les pèlerins. [...] [Elles] dévastèrent le pays en 1052. Ce sont les « sauteriaux » dont parle d'ailleurs l'idéologue esclavagiste et raciste contre les Noirs, Ibn Khaldun. Entre le XI^e et le XVI^e siècles, les migrations conduisirent les *Banu Maqil* jusqu'au Sahara occidental dont une fraction, les *Banu Hilal* poussèrent plus au Sud, dans la région septentrionale de l'actuelle Mauritanie. Où se trouvait alors l'Empire du Ganna [...]. Vous êtes chez NOUS AFRICAINS, les terres des patries de nos ancêtres. Quel est votre historien arabe ou collaborateur des Arabes qui dirait le contraire ? Personne ne vous oblige d'être des Africains »⁶⁰.

60. Message posté sur Flamnet le 22/07/2010.

Ce travail « polémique » peut paraître légitime analysé à l'aune du « projet politique » des différentes communautés à une période cruciale de l'histoire de la Mauritanie. Si nous partons du principe que « la mémoire collective a été un enjeu dans la lutte des forces sociales pour le pouvoir » nous comprenons que dans le cas mauritanien, la lutte autour de l'histoire et de la mémoire qui la commande soit au cœur des querelles entre les différentes communautés. Cependant, on est en droit de se demander si les acteurs sociaux mauritaniens empruntent la voie de ce que l'historien indien Gyanendra Pandey (1999) a appelé « une critique de l'histoire et de son écriture » au-delà des considérations purement nationalitaires ? Il est permis d'en douter surtout en appréhendant les inflexions contenues dans le long extrait cité ci-dessus qui, sur la base de faits historiques avérés mais « manipulés », tente de disqualifier toute une communauté.

Souvent, les accusations prennent une place importante dans cette forme d'investir le champ public et de cette volonté de s'inscrire dans la durée. En effet, un ancien ministre négro-mauritanien, accusé d'avoir tenté de réécrire l'histoire des Peuls en leur donnant une origine arabe, n'échappe pas à ce type d'insultes. Un internaute écrit sans ambages : « Misérable il a été, misérable il est et misérable il terminera sa vie. C'est ainsi que finiront toutes les brebis égarées de la communauté. Leur enfer, ils le vivront ici bas avant de goûter aux châtiments de l'au-delà »⁶¹. La femme du président déchu n'échappait pas à cette situation. Dans un message posté au mois de juin 2005 par un anonyme, on apprend son déplacement sur Paris, avec le numéro de vol, l'aérogare et l'heure d'arrivée. Cet anonyme prétend que la première dame était venue rencontrer son amant dans la capitale française. Des acteurs vivants ou morts font donc l'objet d'un procès prenant l'allure d'une véritable calomnie orchestrée sans aucun souci d'objectivité ni de retenue permettant d'instaurer le doute comme un élément important d'appréhension des allégations avancées contre une personne.

Un ancien député négro-africain (premier député de l'opposition) devenu réfugié en France en a fait les frais. En réponse aux insultes proférées contre sa personne il répond ceci :

« Le Net est une arme des civilisés qui est fait pour informer vrai, pour contribuer objectivement à une clarification. Le Net n'est pas un instrument où des individus sans scrupules qui se drapent du manteau de l'anonymat, pour se donner des brevets de pureté et de la perfection, et qui n'ont pour spécialité que de dénigrer, de diffamer, d'injurier des gens qui ont donné toute leur vie à une cause juste »⁶².

L'exemple le plus frappant est celui de ce professeur de droit que quelques internautes mauritaniens « ne ratent jamais » pour ses positions et ses différentes sorties dans les médias nationaux ou internationaux. Son cas à lui seul

61. En effet, ce ministre va finalement tomber malade et se retrouver par la suite paralysé.

62. Message posté le 11 janvier 2003 sur Flamnet.

mériterait une analyse approfondie pour non seulement saisir les contours des jeux politiques, mais aussi les éléments subjectifs et les ragots (Boltanski *et al.* 1984 : 14) qui structurent les critiques adressées par plusieurs contradicteurs. En effet, ce n'est pas seulement à sa personne qu'on s'attaque, mais bien aux idées qu'incarnent son parti, l'Union des forces du progrès (UFP) et l'ancien mouvement auquel il appartenait, le Mouvement national démocratique (NMD)⁶³.

En effet, les militants des FLAM ne manquent jamais de rediffuser un tract écrit, semble-t-il, par ce mouvement en 1987 et qui, selon les auteurs des messages, appelait à l'exécution des trois officiers négro-mauritaniens impliqués dans une tentative de coup d'État⁶⁴. Cette méthode d'agir rappelle non seulement le côté ludique des forums, mais aussi l'utilisation abusive de l'Internet pour atteindre ces ennemis supposés. D'ailleurs au mois de septembre 2005, quelques membres de cet ancien mouvement s'opposèrent à des militants des FLAM. Le professeur de droit Lô Gourmo Abdoul⁶⁵ menaça de porter plainte auprès des autorités française, américaine et suédoise. Cette situation épouse les formes et les allures de la dénonciation dont parlent Luc Boltanski, Yann Darré et Marie-Ange Schiltz (1984 : 3-40). Les attaques sont personnalisées au point que quelques acteurs déplorent cette situation et exhortent les *webmestres* à recourir à la censure afin d'assainir les débats et les rendre plus civilisés. Le forum Mauritanie-net refusait les messages émanant de personnes ayant choisi l'anonymat. À travers ces échanges ce sont les hommes qui s'affrontent, des communautés qui se positionnent comme des figures incontournables voire indispensables pour la compréhension du débat politique en cours en Mauritanie. Mais l'objectif est aussi d'aller au-delà de l'imaginaire qui sous-tend la production de l'histoire, d'analyser ces énoncés et de saisir les contours de ce « discours généraliste et généralisant » qui alimente les échanges quotidiens entre Mauritaniens. Tout en permettant une visibilité des acteurs jusque-là anonymes, l'Internet encourage aussi « l'expression tous azimuts des subjectivités » nées d'une volonté affirmée d'échapper à la sphère des normes qui régissent l'espace public traditionnel.

63. Rappelons que ce mouvement s'inspirant des idées de la gauche, né dans les années 1970, était opposé au régime de Mokhtar Ould Daddah, le père de la nation, recèle d'éminents intellectuels et rassemble en son sein des démocrates issus de toutes les communautés. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que tous ceux qui partagent avec lui la même ville natale font l'objet de calomnies dès lors que leurs discours diffèrent de celui de la « majorité ».

64. Il s'agit de Bâ Seydi, Sarr Amadou et Sy Saïdou.

65. Il est professeur de droit au Havre. Éminemment célèbre non seulement dans sa ville natale, Boghé au sud de la Mauritanie, mais aussi dans le milieu intellectuel mauritanien et continental. C'est un infatigable débateur.

À la recherche de mythes fondateurs : tentatives de « dramatisation » et recours à l'iconographie

Une partie des écrits des internautes mauritaniens « fourmillent » de termes tirés du vocabulaire post-nazi. Cela n'est pas seulement commandé par le désir de comparer l'holocauste juif à ce que les Noirs ont vécu en Mauritanie, mais aussi de rendre plus dramatique leur sort. Rien dans l'esprit des intervenants ne peut davantage traduire la profondeur du malheur de la société noire de Mauritanie que le recours constant à ce corpus. Il semble être le seul capable de traduire la douleur subie et infligée. À la mémoire du lecteur, reviennent toutes les techniques et les technologies de torture inventées par les nazis pour éliminer les juifs. Les arrestations arbitraires, les violences physiques, la descente inopinée de la police, les perquisitions nocturnes, la convocation *manu militari* à la police, les interrogatoires, les fours crématoires, les prisons-camps, tous ces éléments participent à l'amplification des actes commis sur/contre les Noirs et permettent ainsi de toucher l'âme de celui qui parcourt les sites. Un autre élément est le procès permanent des supposés « traîtres » à la cause des Noirs. Beaucoup de noms reviennent dans les messages et des listes circulent. Ceux qui sont accusés de termes graves et connotés de « collaborateurs » du régime font l'objet de jugements extrêmement sévères. Ces individus sont classés selon leur appartenance sociale, leur origine géographique et familiale, leur cursus universitaire et leur affiliation idéologique.

D'autres types de documents circulent ces dernières années sur les sites mauritaniens : le document iconographique. Ce support tente d'immortaliser les victimes de la répression policière de la fin des années 1980 et du début des années 1990. L'Internet devient, en quelque sorte un lieu d'inhumation pour ne pas dire une sépulture collective⁶⁶ pour les disparus. Mais aussi une véritable occasion, non seulement d'immortaliser les « martyrs », mais aussi de créer un mythe autour de leurs personnes. La présence de ces visages donne une nouvelle dimension à la communication autour de la situation des Noirs en Mauritanie et renforce l'idée de « génocide » dont beaucoup d'acteurs parlent. Ces galeries photos sont interprétées comme une volonté d'instituer un « devoir de mémoire » et d'immortalisation. Car comme le dit l'adage soninke⁶⁷ : « L'œil ne pleure que celui qu'il connaît »⁶⁸. L'acte de produire le « mythe », à partir d'un matériau, ne s'inspire pas seulement

66. Véritable « sarcophage virtuel ! », voir les photos sur <http://www.avomm.com/photos/Martyrs_ga4628.html>. Circule aussi la liste des 28 militaires exécutés la nuit du 27 au 28 novembre 1990, <http://www.avomm.com/Appel-a-signatures_a159.html>.

67. Les Soninke sont l'une des quatre ethnies mauritaniennes. On les retrouve dispersés dans beaucoup de pays ouest-africains : Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée...

68. Interview de Boubacar Diagana reçue sur l'Internet. Je précise ici que durant l'année 2005 j'ai administré plusieurs questionnaires à mes enquêtés résidents dans plusieurs pays par le biais de l'Internet.

du « privilège silencieux » de son « lieu » de production. Au-delà, les minutes du débat sur les forums mauritaniens permettent de procéder à une utilisation positive de ces documents qui reconstituent la teneur des discussions en (sur la) Mauritanie à l'aube de ce millénaire où le développement des NTIC est spectaculaire.

Le caractère et le rôle du document changent. Sa vocation et sa destination s'alimentent des réalités puisées dans les imaginaires sociaux façonnés dans une nouvelle représentation de la communication. Plusieurs langues alternent en fonction de l'immersion des uns et des autres dans leur société d'accueil ou de leur volonté de revendiquer l'utilisation de telle ou telle autre langue de l'espace socioculturel mauritanien. Cette diversité enrichit, de manière incontestable, les débats entre Mauritaniens de la diaspora et élargit de manière conséquente l'audience.

De la guerre de l'information à la cyberguerre : invite au *hacktivism*

Beaucoup d'opposants mauritaniens pensent que la guerre de l'information est une arme dont ils profitent aujourd'hui par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ils ont longtemps souffert de son efficacité, car le gouvernement a toujours verrouillé l'information. La plupart de mes informateurs n'hésitent pas à affirmer que « ce qui a maintenu le pouvoir dans sa force c'est l'absence d'information » sur la situation réelle prévalant dans le pays. La censure des journaux étouffait l'information avant qu'elle puisse se diffuser sur la scène nationale et internationale. Mais l'Internet a permis de diffuser des informations inédites, de contrecarrer les actions du gouvernement et/ou de relativiser les informations officielles. La « cybercontestation » est un véritable relais où les talents d'opposants sont exposés, mais le Net est aussi un lieu de défoulement et un moyen redoutable pour insulter et tenter de ternir l'image de ceux auxquels on s'oppose ou de simples personnalités ayant une autre vision de la politique à mener contre le régime de Ould Taya.

Un internaute mauritanien portant le pseudonyme de unmauritanien@ail.com, appelait quelques mois avant le coup d'État du 3 août 2005, au « lancement d'une cyberguerre contre Ould Taya et la mafia au pouvoir ». Il suggérait de « détruire » ou de « corrompre » les sites web liés au gouvernement et les adresses *mails* des proches du pouvoir. Il donne, avec détails, la stratégie à employer pour déclencher cette guerre devenue indispensable, à l'image de celle lancée par les *hackers* les plus ingénieux en la matière. En véritable « général » de la cyber-armée, il détaille la technologie à employer pour satisfaire la lutte contre le régime mauritanien. Le « général » pense que la guerre de l'information ne « suffit » plus. Elle ne doit pas seulement se résumer à l'envoi de communiqués et de messages contre le régime. Il préconise une véritable attaque contre tout le système informatique du régime

et de ceux qui le cautionnent. Pour lui, trois types d'attaques peuvent être envisagées afin de détruire le régime mauritanien et les systèmes « mafieux » qui le soutiennent :

- le changement de l'aspect, le « défacement »⁶⁹ des sites, consistant à « mettre un drapeau de Ould Daddah ou de Ould Haïdalla »⁷⁰ ;
- la saturation des sites commerciaux⁷¹ ;
- enfin la « substitution de sites », opération consistant à aiguillonner tous les visiteurs de ces sites vers d'autres. Il pense que cette méthode permet de récupérer les clients de ces sites, leurs mots de passe et les données qui s'y trouvent. Cette opération est appelée dans le langage informatique le « déni d'accès ». Elle consiste « à bloquer l'accès à un site en déroutant les connections à celui-ci » (Gayer 2003 : 26)⁷².

En véritable stratégie, le « cyber-général » de la « cyberguerre » pense que les « cybersoldats » ne doivent pas rester à ce niveau « relativement bas de gamme ». L'envoi de virus et les attaques de sites doivent être renforcés par des « attaques de systèmes ». Il faut pénétrer « les systèmes » en s'introduisant, par exemple, dans l'« intranet » des sociétés afin d'en « changer les données ou les récupérer ». C'est, affirme-t-il, une sérieuse opération d'espionnage, comme dans une véritable lutte contre une armée adverse ou un pays concurrent. Cette guerre se révèle, pour lui, comme un simple jeu d'enfant. Il part de l'exemple de cet « ingénieux » *hacker* qui s'attaqua au système informatique du Pentagone. Le « cyber-général » conseille aux « cybersoldats » et surtout à ceux d'entre eux qui seraient tentés de modifier les données ou de les récupérer « pour des intérêts privés ou » pour d'autres États, de ne pas utiliser cette technique de guerre pour satisfaire leurs seuls besoins. C'est le côté un peu moral de la « cyberguerre » !

Le seul objectif qu'ils doivent s'assigner est de bloquer de manière efficace la « mafia » mauritanienne. Il soutient que :

« la cyberguerre doit s'appuyer sur une infrastructure d'émetteurs de relais. Il faut effectivement disposer soit de plates-formes aériennes, soit de plates-formes au sol, à savoir d'unités spéciales. Dans le système informatique, la guerre d'information, plus large que la cyberguerre, comprend la guerre, les actions et les opérations psychologiques. Il faut des émetteurs, des troupes aéroportées ; il est nécessaire d'installer des émetteurs terrestres, organiser la propagande et la désinformation.

69. Comme l'explique GAYER (2003 : 26) : « Les pratiques de "défacement" [...] consistent à "défigurer" la page d'accueil d'un site. » Lire avec attention son article qui est d'une richesse inestimable.

70. Deux candidats malheureux de l'élection présidentielle de novembre 2003.

71. Rappelons que l'économie mauritanienne était entre les mains des membres de la tribu masside de laquelle est issu l'ancien président Maawiya.

72. Pour s'en convaincre lire l'intéressant texte de Laurent GAYER (2003) qui revient sur les deux notions avec des exemples concrets permettant de saisir le rôle éminent du réseau des réseaux dans les revendications politiques et les solidarités transnationales qu'il engendre. Mais il faut noter que les opposants mauritaniens ne semblent pas avoir recouru à ces techniques pratiquées sous d'autres cieux.

Il existe aujourd'hui des moyens un peu plus puissants, bien que des pays comme la France soient peu équipés dans ce domaine. La cyberguerre peut se développer largement, en tant qu'appoint. Elle ne se substituera pas à la guerre traditionnelle ; elle constituera d'autres moyens d'actions plus variés, donc plus efficaces. Au lieu de foncer bille en tête avec des bombes, on disposera d'une gradation d'actions, où on mêlera actions psychologiques et actions dures. »

Cette « cyberguerre » peut et doit utiliser les moyens de la technologie et rendre l'action des opposants au régime mauritanien plus redoutable qu'elle ne l'est actuellement. Mais il signale aussi que tout dépendra de la volonté des Mauritaniens de se débarrasser du régime de Maawiya. La guerre de l'information par les messages de dénonciation doit donc être accompagnée par ce qu'il appelle une action de sabotage et de piratage. Beaucoup de régimes utilisent l'Internet pour renforcer leurs actions de répression contre leurs opposants (comme le régime défunt de la Tunisie et plus loin la Chine, la Birmanie et Cuba). Pour contrer les censures, le « général » anonyme du Net préconise le déploiement d'« armes de destruction massive ». La cybercontestation a donc pris de l'ampleur et a permis aux Mauritaniens de l'extérieur comme de l'intérieur de redoubler leur énergie afin que leurs messages soient lus au-delà de l'espace sur lequel ils sont produits. Je soutiens que l'histoire de la lutte contre le régime défunt d'Ould Taya a pris une nouvelle tournure avec l'utilisation de ce nouveau support qu'est l'Internet. Aujourd'hui encore le régime en place n'échappe point aux attaques des internautes.

Ouverture : toujours sur la toile !

J'ai tenté dans le texte d'interpréter, de classer, de décrire et de saisir une partie du comment, en situation de diaspora, les internautes impliqués dans la critique du régime défunt de Ould Taya et les propositions de sortie de crise interagissent malgré les distances qui les séparent et les temporalités qu'ils vivent. Les documents postés sur les forums de discussion des Mauritaniens sont révélateurs d'une certaine effervescence, leur variété informe, leurs contradictions renseignent sur la teneur des débats et aussi, de manière à peine voilée, sur l'intention des acteurs en « ligne ». Ils sont aussi des arènes (dans le sens plein du terme) où les acteurs « s'affrontent ». C'est un haut lieu de la confrontation verbale. Ils ne caractérisent pas seulement les canons de la communication « traditionnelle », mais prolongent la palabre autour des discordes vécues dans l'espace public réel, aujourd'hui absent. Et au-delà de toute caricature, ils prennent l'aspect d'un territoire neutre⁷³ et normalement accessible⁷⁴ à tous. Les membres de la diaspora

73. Pas neutralité, car les *webmestres* peuvent censurer les messages qui ne leur conviennent pas en fonction de leur appartenance politique, ethnique et en fonction d'autres critères.

74. Il arrive quelquefois que les *webmestres* filtrent les messages, s'ils ne les censurent pas.

mauritanienne sont reliés entre eux par cette interface et continuent de cette manière à alimenter l'histoire de leur présent le plus immédiat.

Mais la lecture assidue de ces messages fait ressortir ce grand paradoxe qui existe dans l'utilisation abusive ou modérée de l'Internet. En effet, à côté des messages instructifs, nous retrouvons des messages insultants qui permettent de mesurer comment les intervenants détournent le rôle de l'Internet et transforment ce vecteur de l'information pour s'attaquer à la vie privée de leurs « cibles ». En outre, le discours de l'homogénéité culturelle se heurte au cloisonnement social dont le fonctionnement ne se trouve point démenti par cette « narrativité proluxe » et la dispersion qui l'a vu naître. En définitive, l'Internet pose aussi, au chercheur, de réels problèmes à cause de la profusion des documents, de l'analyse exacte des tactiques de ceux qui les postent et de la responsabilité des *webmestres*. Néanmoins, les forums permettent de suivre à la trace (traçabilité) les transformations qui s'opèrent dans les comportements des membres de communautés dispersés mais liés par les moyens modernes de communication.

Pour renforcer le rôle primordial de l'Internet, les acteurs postent d'autres documents (photos, vidéos de marche et de conférences) qui rendent compte des manifestations des membres de la diaspora mauritanienne installés en France, en Belgique et aux États-Unis et déterminent ainsi le sens donné aux appels à la mobilisation. Ils permettent de reconnaître les hommes politiques qui étaient inconnus du grand public et qui n'ont plus peur de se « montrer » et de décliner leur « nouveau » visage. Mais beaucoup d'autres se « plaisent » à se photographier lors de marches et de manifestations afin de joindre ces différents documents à leur dossier de demande d'asile politique.

La prolifération de ces tribunes pose cependant le problème de la viabilité, à long terme, des projets de leurs initiateurs. Ce sont des tribunes comme les autres, des lieux d'exercice de pouvoirs, de concurrence et de luttes multiformes. Pour beaucoup, elles sont nécessaires et de leur multiplicité dépend la possibilité de diffuser de manière très large les messages sur la Mauritanie, des communiqués de presse, des convocations pour des réunions ou des messages privés (baptêmes, mariages, nécrologie, etc.). Elles forment avec d'autres forces l'ossature d'une société civile exilée et constituent des supports pour les partis politiques et les différents mouvements à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Elles ont de multiples vocations. Aujourd'hui encore, les débats entre Mauritaniens se poursuivent sur le Net et s'alimentent des riches événements qui secouent le pays⁷⁵.

75. Les dernières semaines du mois d'avril 2010, les débats autour de l'esclavage et de la promotion de la langue arabe ont suscité des réactions qui méritent encore une fois des analyses et des interprétations. La « révolution » arabe a démontré comment les réseaux sociaux ont permis de mobiliser les manifestants, surtout ceux d'Égypte, au point qu'un journaliste a titré son article « Entre l'âne et Facebook ». Lire à cet effet Abdellah TOURABI (2011). Quelques manifestants mauritaniens ont utilisé le même procédé pour appeler à manifester sur la place dite des blocs dans la capitale mauritanienne (Nouakchott) au mois de février 2011 sans succès.

Ces forums ne doivent pas seulement être interprétés comme des lieux d'expression d'une simple propagande politique et de fabrication de « profils », mais aussi comme un espace de prise de parole et d'échanges multiples. Ils rythment le pouls quotidien des discussions entre compatriotes éloignés de leur pays d'origine et dispersés à travers le monde suite à une histoire inédite. De plus en plus, les forums deviennent des dépôts d'archives iconographiques et des sites féconds pour rendre l'histoire des Noirs et/ou des autres membres des communautés plus « dramatique »⁷⁶. Comment appréhender ces types de documents ? Comment juger de leur pertinence pour la recherche et surtout comment saisir leur importance dans la trajectoire de l'histoire mauritanienne ? Participent-ils d'une nouvelle geste encore inachevée ? Participent-ils au stockage d'une mémoire collective et/ou individuelle en gestation ? Par ces documents, il est légitime de se poser la question de savoir si les auteurs tentent de « domestiquer » leur histoire, de la réorienter et/ou d'en contrôler les différentes trajectoires ou tout simplement être interprétés comme des « bavardages » sur un espace accessible et où la liberté s'exprime ? Ces différentes questions restent ouvertes et permettent d'interroger la place de l'Internet et des réseaux sociaux, malgré les dérives verbales et les dénonciations (Boltanski *et al.* 1984) qui les jalonnent, dans l'émergence et la consolidation d'une civilité au sein de la diaspora mauritanienne en constante mutation.

Département d'histoire de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'UCAD, Dakar, Sénégal.

ANNEXES

LIENS INDICATIFS D'ASSOCIATIONS, DE SITES ET DE BLOGS MAURITANIENS

AHME (Association de Haratine de Mauritanie en Europe),
<<http://www.haratine.com>>.

AVOMM (Association d'aides aux veuves et orphelins de Mauritanie) « À la mémoire de nos martyrs. En solidarité avec les veuves et orphelins de Mauritanie »,
<<http://www.avomm.com>>.

BOOLUMBAL, <<http://www.boolumbal.org/>>.

CHEZVLANE (« Le blog simplet d'un citoyen lambda... Mauritanie : politique, culture et surtout veyavi comme la vie »), <<http://chezvlane.blogpost.com>>.

CR (Conscience et Résistance : « Organisation clandestine, social-démocrate, écologiste, séculière et réformiste »), <<http://www.conscienceresistance.org>>.

76. Photos montrant des hommes portant encore les cicatrices des tortures subies.

CRIDEM (Carrefour de la République de Mauritanie), <<http://www.cridem.org>>.

FLAM (Forces de libération africaines de Mauritanie) « Les FLAM c'est l'expression de toute une communauté, de tout un peuple qui dit non au racisme d'État et à l'esclavage en Mauritanie, pour une autre Mauritanie, une Mauritanie démocratique, égalitaire et non raciale, en un mot pour une Mauritanie réconciliée », <<http://flamnet.fr.fm>>.

FLERE (Front de lutte contre l'esclavage et l'exclusion en Mauritanie), <<http://www.flere.fr>>.

FORUMDIASPORA, <http://groups.google.fr/group/Forumdiaspora/browse_thread/9b40d6adf843e6a6>.

OCVIDH (Organisation contre les violations des droits de l'homme), « Site de la Mémoire mais aussi celui de l'exigence de vérité et de justice sur les pages les plus sombres de l'histoire de la Mauritanie, écrites en lettres de sang par le régime raciste et génocidaire du colonel Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, comptable d'emprisonnements arbitraires, de tortures, de 120 000 déportations, de près de 600 exécutions extra-judiciaires de militaires tous Négro-mauritaniens, en 1990-1991. La défense des droits de l'homme est un combat de tous les jours, plus encore en Mauritanie, sous la dictature cruelle du colonel Ould Taya. Cet espace parmi d'autres, a servi à la lutte pour arracher notre liberté de son joug meurtrier. Il contribuera, espérons-nous, à l'émergence d'une Mauritanie réellement libre, démocratique, égalitaire et prospère », <<http://fr.groupe.yahoo.com/group/ocvidh>>.

SOS-ESCLAVES, <<http://sosesclaves.org>>.

UFP (Union des Forces du Progrès), <<http://ufpweb.org/fr/>>.

BIBLIOGRAPHIE

APPADURAI, A.

2001 *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.

BABA, M.

2005 *Bilal*, Paris, L'Harmattan.

BLION, R. & BOUMAZA, N.-M.

2004 « Internet & Diasporas. Exemples empruntés aux femmes du Sud en Europe », Institut Panos.

BOLTANSKI, L., DARRÉ, Y. & SCHILTZ, M.-A.

1984 « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51 : 3-40, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1984_num_51_1_2212>.

BOURDIEU, P.

2003 *Leçon sur la leçon*, Paris, Éditions de minuit.

2004 *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.

BOYE, A. H.

1999 *J'étais à Oualata. Le racisme d'État en Mauritanie*, Paris, L'Harmattan.

BROUSSEAU, E.

2004 « Internet : un laboratoire institutionnel ? », *Sciences humaines*, (hors-série), 44 : 68-73.

CARDON, D.

2009 « Vertus démocratiques de l'Internet », *lavedesidees.fr*, 10 novembre, <<http://www.lavedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html>>.

DE CERTEAU, M.

1994 *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Points (« Essais »).

1998 *L'invention du quotidien. L'art de faire*, Paris, Folio (« Essais »).

2002a *Histoire et psychanalyse. Entre science et fiction*, Paris, Folio (« Histoire »).

2002b *L'écriture de l'histoire*, Paris, Folio (« Histoire »).

CHAKRABARTY, D.

1999 « Postcolonialité et artifice de l'histoire. Qui parle au nom du passé "indien" ? », in M. DIOUF (dir.), *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala-Sephis : 73-107.

CHÉNEAU-LOQUAY, A. (DIR.)

2000 *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à l'Internet*, Paris, Karthala.

DIOP, M.-C. (DIR.)

2003 *Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société*, Paris, Karthala-UNRISD.

DIOUF, M.

1992 « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set/Setal à Dakar », *Politique Africaine*, 46 : 41-54.

1999 « Entre l'Afrique et l'Inde : sur les questions coloniales et nationales. Écriture de l'histoire et recherches historiques », in M. DIOUF (dir.), *op. cit.* : 5-35.

DUFOIX, S.

2003 *Les diasporas*, Paris, PUF (« Que sais-je ? »).

DUPUY, P.

2001 « L'histoire et les productions artistiques, enjeux et discours », *Cahiers d'histoire*, 82 : 37-45.

FAVIER, J.

1991 *Les archives*, Paris, PUF (« Que sais-je ? »).

FOUCAULT, M.

1998 *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard.

2004 *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard-nrf.

GAYER, L.

2003 « Le voleur et la matrice. Les enjeux du “cybernationalisme” et du “hacktisme” », *Questions de recherche*, CERI, <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/qdr.htm>.

GERSTLÉ, J.

1993 *La communication politique*, Paris, PUF (« Que sais-je ? »).

GUÈYE, C.

2003 « Enjeux des NTIC dans les mutations urbaines : le cas de Touba », in M.-C. DIOP (dir.), *op. cit.* : 169-222.

HASSLER, J., IDIGOVA, K. & BRENDÉL, V.

1984 « Les régimes autoritaires et Internet », http://juliet84.free/service_reg_auto.htm.

HEGEL, G. W. F.

1988 *La raison dans l'histoire. Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, UGE (« 10/18 »).

HORMATALLAH, A.

2005 « La presse en Mauritanie : la libre censure », Flamnet-Agora, http://members.lycos.co.uk/flamnet/ahormatallah_presse.html.

JOURNET, N.

2004 « L'iconographie, témoin de l'histoire ? », *Sciences humaines*, 43 : 56-57.

KAPFERER, J.-N.

1987 *Rumeurs. Le plus vieux média du monde*, Paris, Éditions du Seuil.

KOJÈVE, A.

1990 *Le concept, le temps et le discours. Introduction au système du savoir*, Paris, Gallimard-nrf.

LE GOFF, J.

2004 *Histoire et mémoire*, Paris, Folio (« Histoire »).

LÉVY, P.

1998 *Qu'est-ce que le virtuel ?*, Paris, La Découverte.

2002 *Cyberdémocratie*, Paris, Odile Jacob.

MBEMBE, A.

2000 « À propos des écritures africaines de soi », *Politique Africaine*, 77 : 16-43.

NGAIDÉ, A.

2002 « Mauritania », in P.-T. ZELEZA & D. EYOH (eds.), *Encyclopedia of Twentieth-Century African History*, London, Routledge : 355-357.

2004 « La modernité mauritanienne : Enjeux difficiles d'une quête de citoyenneté », *Africa Development*, XXIX (4) : 56-74.

2005 « L'odyssée des déportés mauritaniens au Sénégal. *Ma reewo ronka nde worgo hodda* », *L'Ouest saharien*, 5 : 29-90.

2006a *La Mauritanie à l'épreuve du millénaire. Ma foi de « citoyen »*, Paris, L'Harmattan.

2006b « Se réconcilier, juger ou pardonner ? Les Mauritaniens face à leur histoire », *Bulletin du Codesria*, 3-4 : 39-43.

2007 « Entre africanité et arabité : Déchirure identitaire et ambiguïtés culturelles en Mauritanie », in N. MAROUF (dir.), *Les identités régionales et la dialectique Sud-Sud en question*, Dakar, Codesria : 153-164.

NOIRIEL, G.

2002 « Comment on récrit l'histoire. Les usages du temps dans les *Écrits sur l'histoire* », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 25 : 57-81, <<http://rh19.revues.org/index419.html>>.

ORIGGI, G.

2008 « Sagesse en réseaux : la passion d'évaluer », *lavedesidees.fr*, 30 septembre, <<http://www.lavedesidees.fr/Sagesse-en-reseaux-la-passion-d.html>>.

PANDEY, G.

1999 « La prose de l'altérité », in M. DIOUF (dir.), *op. cit.* : 379-416.

SY, M.

2000 *L'enfer d'Inal. Mauritanie l'horreur des camps*, Paris, L'Harmattan.

TALL, S.-M.

2003 « Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication », in M.-C. DIOP (dir.), *op. cit.* : 223-261.

TOURABI, A.

2011 « L'autonomie des patriarches », *www.lavedesidees.fr*, 21 février, <<http://www.lavedesidees.fr/L-automne-des-patriarches.html>>.

WOJCIK, S.

2003 « Les forums électroniques municipaux. Espaces de débat démocratique ? », *Sciences de la société*, 60 : 107-125.

RÉSUMÉ

Depuis la naissance des forums de discussion sur l'Internet en 2000, les Mauritaniens communiquent, échangent, se contredisent, dialoguent de leurs problèmes voire « s'insultent » sans qu'aucun d'entre eux ne puisse atteindre le corps de l'autre dans l'espace public virtuel. Les forums, sites web et blogs de la diaspora invitent à la réflexion sur l'écriture et la réécriture quotidienne de l'histoire, sur la pratique et le façonnement du discours politique des acteurs en « ligne » et sur tous les enjeux qui les sous-tendent. Le propos ne se focalise pas sur la valeur ni sur une classification ou une étude typologique des messages, mais sur l'interprétation de leur contenu et des situations qui sont au soubassement de cette production abondante d'écrits. L'ambition est de saisir comment ces discussions participent d'une forme de relecture et de réécriture de l'histoire, d'un façonnement du discours politique en situation de diaspora, mais aussi comment ces « retrouvailles » permettent aux différents acteurs de dialoguer sur un lieu pensé « neutre ».

ABSTRACT

Internet and Production of Discourses in Situation of Diaspora. Reading from the Discussion Forums of Mauritians. — Since the birth of forums on the Internet in 2000, the Mauritians exchange, contradict themselves, have a dialogue of their problems even “scold” unless none of them can affect the body of other one in the virtual public place. The forums, the Web sites and the blogs of Diaspora invite on the writing and the daily rewriting of the history, on the practice and moulding of the political discourses of the actors on line and all the stakes with underlie them. Comments will not focus on the value nor on the classification or the typological study of messages, but on the interpretation of their contents and the situations which are in the base of this production of documents. Ambition is to size how these discussions participate in the shape of review and in a rewriting of the history, of a moulding of the political discourses in situation of diaspora, but also how these exchanges allow the various actors to have a dialogue on the “neutral” place.

Mots-clés/Keywords : Mauritanie, citoyenneté, diaspora, discours, forum, histoire, identité, Internet, réfugié/Mauritania, citizenship, diaspora, discourses, forum, history, identity, Internet, refugee.